

Libye : les affres d'un pays meurtri

Vijay Prashad et Catherine Caron

Numéro 780, septembre–octobre 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/78864ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Prashad, V. & Caron, C. (2015). Libye : les affres d'un pays meurtri. *Relations*, (780), 32–33.



Libye : les affres d'un pays meurtri

La chute du colonel Kadhafi a entraîné une guerre civile et l'émergence du groupe armé État islamique en Libye. La guerre qu'y a menée l'OTAN a contribué à la montée de l'extrémisme.

VIJAY PRASHAD*

L'auteur, chef éditeur de LeftWorld Books à New Delhi, est chroniqueur à *Frontline*, *al-Araby al-Jadeed* et *The Hindu*. Il a publié *Arab Spring, Libyan Winter* (AK Press, 2012)

La Libye, tel un archipel de villes ayant pour mer le désert, est un pays fragmenté. Ses lignes de fracture se sont approfondies avec la chute du gouvernement de Mouammar Kadhafi, en 2011. Aussi dure et imparfaite fût-elle, l'ère Kadhafi¹ avait créé une structure étatique facilitant la cohésion nationale. Des étudiants d'un bout à l'autre du pays, par exemple, pouvaient aller étudier dans les institutions nationales, puis travailler dans les établissements d'État. La plupart des occasions d'emploi étaient liées au gouvernement, devenu l'ossature favorisant l'intégration dans la société libyenne. Cette ère est bien terminée.

Il y a maintenant deux gouvernements qui s'affrontent en Libye. Le premier, basé à Tripoli et dirigé par Omar al-Hassi, se compose du Parti de la justice et de la construction (l'antenne libyenne des Frères musulmans), du Bouclier de la Libye (la milice de la ville de Misrata) et d'anciens membres du Groupe islamique combattant en Libye qui se sont joints au parti La Patrie (« *Al-Watan* »). Cette alliance, soutenue

par le Qatar et la Turquie, s'appelle Aube libyenne.

Le second gouvernement, basé dans les villes de l'est du pays, à El Beïda et Tobrouk, est mené par Abdullah al-Thani. Peu de choses unissent les composantes, à l'exception d'ennemis communs – les islamistes et les milices de Misrata – et du soutien de l'Occident, de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis et de l'Égypte.

Ainsi, toute discussion concernant un gouvernement d'union nationale est rendue impossible tant par une animosité de longue date que par les tensions liées à la géopolitique régionale. Le chaos qui a suivi la chute de Kadhafi n'a pas seulement entraîné une guerre civile, mais aussi l'émergence du groupe armé État islamique en Libye. L'assassinat spectaculaire de 21 travailleurs égyptiens coptes, le 15 février dernier, perpétré par des djihadistes appartenant à une branche de Ansar Al Charia (« partisans de la charia »), l'a révélé. Ce groupe, créé à Benghazi, est une conséquence de la campagne de bombardements menée par l'OTAN, en 2011. Chose certaine, l'émergence de djihadistes en Libye n'est pas surprenante; au contraire, elle est ce à quoi on pouvait s'attendre.

L'ÈRE KADHAFI

Au sein du régime de Kadhafi, des tensions s'étaient développées au cours des 20 dernières années. D'un côté, il y avait les vieux socialistes, consternés devant le clan Kadhafi et sa gouvernance erratique du pays. Peu de politiques émanaient en effet des institutions; le caprice guidait les décisions; des plans sérieux pour utiliser les revenus du pétrole afin d'améliorer

les conditions de vie de la population et diversifier l'économie étaient ignorés.

De l'autre côté, il y avait les néolibéraux – menés par Saïf al-Islam Kadhafi, le fils du dictateur. Dans un contexte où les sanctions des pays occidentaux et l'utilisation sans imagination des surplus pétroliers ont conduit à la stagnation économique du pays, les Kadhafi voulaient faire la paix avec l'Ouest (pour obtenir la levée des sanctions) et attirer l'expertise de la diaspora libyenne afin de moderniser (comprendre *privatiser*) l'économie. Saïf al-Islam était l'homme du moment; des courants socialistes qui désapprouvaient son approche ont ainsi été marginalisés.

Quant aux Frères musulmans, leurs institutions avaient été en grande partie détruites, arrivé le tournant des années 1990. Leurs leaders avaient fui à l'étranger et leurs membres plus militants avaient été exécutés ou emprisonnés. Les mosquées sont cependant restées les lieux d'interaction secrets entre leurs membres, même si Kadhafi y avait placé ses hommes (on oublie souvent que son idéologie principale n'était pas le socialisme comme tel, mais le socialisme islamique). En dépit des difficultés, les islamistes ont réussi à former le Groupe islamique combattant en Libye – voué au djihad et qui était basé à l'est du pays (à Derna et Benghazi). Kadhafi les attaqua avec force – expulsant ceux qu'il n'avait pas tués. Les expulsés se sont retrouvés en Afghanistan, en Tchétchénie, en Irak et en Syrie, où ils se sont entraînés militairement. Certains de ceux restés en prison ont plus tard renié leur idéologie, sous la tutelle du fils Kadhafi, tandis que plusieurs autres ont rejoint l'ex-prisonnier Abdel Hakim Belhaj et son parti Al-Watan.

Pendant l'insurrection contre Kadhafi en 2011, les groupes islamistes





ont donc émergé de la clandestinité et de l'étranger ; ils sont montés au front, mettant à contribution leur expérience de combat. Il y avait certes d'autres acteurs, mais ce sont eux qui sont devenus les plus influents. On a alors observé plusieurs cas comme celui de Wissam Ben Hamid, mécanicien à Benghazi jusqu'en 2011, combattant ordinaire contre le régime de Kadhafi lors de l'offensive de l'OTAN, qui est devenu leader d'une milice et chef actuel du courant islamiste de Benghazi.

UNE GUERRE FROIDE RÉGIONALE

Juste après la chute du régime de Kadhafi, le Qatar et la Turquie se sont précipités pour soutenir les Frères musulmans, qui ont réussi à marquer des points. Les milices islamistes les ont aussi appuyés, bien qu'à Benghazi, Ansar Al Charia garda ses distances, de sorte que deux ans plus tard, le leader des Frères musulmans, al-Hassi, chercha à se réconcilier avec eux, disant que leur idéologie est une « simple, belle et amicale idée ». En réaction,

l'armée libyenne, a été utile au gouvernement d'Abdullah al-Thani, lui donnant du poids à défaut de réel pouvoir. Toutefois, elle a aussi rapproché les Frères musulmans de Ansar Al Charia et poussé plusieurs de leurs combattants à se radicaliser davantage. Ceux venant des redoutes islamistes plus anciennes de Derna, inspirés par l'audace du groupe armé État islamique, se sont joints à des combattants revenus de Syrie et d'Irak pour former l'État islamique de Libye (aux côtés de groupes comme le Majlis Shura Shabab al-Islam (« Conseil consultatif de la jeunesse islamique »)). L'entrée de l'Égypte dans le conflit, aux côtés de Haftar, a poussé les islamistes dans un camp ou dans l'autre, les Frères musulmans se retrouvant dans la position inconfortable d'avoir à se tenir avec le groupe État islamique et Ansar Al Charia, contre Haftar. Voilà tout le contraire de la voie menant à un processus politique sérieux dans le pays.

Malgré tout, des signes d'espoir ne doivent pas être minimisés. Lorsque Haftar est allé faire la guerre à Benghazi, des Libyens « ordinaires » ont formé des comités populaires pour chasser les islamistes de la ville. Des groupes tels que Shaba al-Manateq (« Jeunes de la zone ») ont émergé en 2011, puis à nouveau en 2014, sans réussir toutefois à constituer un mouvement ou un parti politique. Plusieurs de leurs membres sont tombés sous les balles. En 2014 seulement, plus de 230 personnes ont été assassinées à Benghazi – des militants, des professionnels, des journalistes et des membres du personnel militaire. Ainsi, si les Libyens ont hâte de récupérer leur pays, pour l'instant, le découragement est à l'ordre du jour. ●

Jeune combattant libyen près de Syrte, la ville natale de Kadhafi, le 21 septembre 2011.
Photo : PC/©Abaca Press



N'ayant pas la volonté de mourir pour la cause, la classe moyenne – qui avait bénéficié des institutions nationales créées par les politiques de Kadhafi – et les Libyens de la diaspora sont pour leur part restés en retrait, se contentant de participer à des pourparlers avec leurs interlocuteurs occidentaux en vue d'une transition. Ce sont ces discussions dans les halls d'hôtels qui ont aveuglé les gouvernements de l'Ouest quant aux réalités politiques de la Libye. Ainsi, lorsque l'OTAN est entrée en scène, sous de faux prétextes et pour réduire à néant les institutions étatiques libyennes, elle a donné l'avantage non pas à la classe moyenne et aux Libyens de la diaspora, mais aux islamistes.

l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont poussé leur offensive anti-Frères musulmans à travers l'Afrique du Nord. Ils ont aidé l'armée égyptienne à renverser le gouvernement des Frères musulmans au Caire, en 2013, puis ils ont appuyé la guerre de Khalifa Haftar, le commandant en chef de l'Armée nationale libyenne, contre les Frères musulmans à Tripoli, d'une part, et contre Ansar Al Charia à Benghazi, d'autre part. Cette guerre régionale a rompu le processus politique et contribué à créer deux parlements, avec deux premiers ministres.

La guerre menée par Haftar contre les islamistes de Benghazi – l'opération *Karama* (« Dignité ») –, menée en mai 2014 avec le soutien de sections de

* Traduit de l'anglais par Catherine Caron.

1. Lire Mouloud Idir, « La Libye : 40 ans de régime autoritaire et rentier », *Relations*, n° 742, août 2010.